

La République du Centre, 17 juin 2020

AGGLOMÉRATION ■ Deux cents emplois sont menacés sur un site qui emploie 1.300 personnes

Mobilisés pour l'emploi chez Hutchinson

Le 3 juin, le groupe a annoncé la suppression possible d'un millier de postes en France. Le site de Châlette-sur-Loing est concerné.

Parfois, les choses se passent autrement.

Les postes pourraient être supprimés en France, dans deux cents sur le seul site de Châlette-sur-Loing.

L'annonce, le 3 juin dernier, de la suppression de 1.000 postes dans le monde au sein du groupe Hutchinson, a suscité une vive inquiétude, et lors d'un événement, et lors de réunions dans la Montagne.

Examine de l'agglomération montagnarde, qui héberge des pièces de construction pour les industries automobiles et aéronautiques notamment, est la plus importante sur le territoire national : elle emploie en effet quelque 1.300 salariés. De nombreux intérimaires sont déjà passés.

Les membres du gouvernement interpellés

Le maire de Châlette-sur-Loing, Franck Demamont (PCF), a pourtant pas l'impression d'être sans bougeotte. Cela a été rapidement interpellé les parlementaires du Lobe,



PLAN. À Châlette, ce sont des usages de la parole multipliés qui peuvent être proposés à des salariés assés, titulaires du contrat

alors que le président du conseil régional, François Bonneau (PS), qui a permis de faire entendre sa voix. Le sénateur Jean-Pierre Stenon (PS) a d'ores et déjà alerté le Premier ministre, Édouard Philippe, tandis que le député Jean-François Dorel (LR), ancien président de l'Agglo, aborde une question à l'Assemblée nationale au ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, sur le plan de restructuration

d'Hutchinson. Hilaire du groupe total : « J'ai aussi demandé au directeur-général d'Hutchinson, le vice-président Pierre Stenon (PS) a d'ores et déjà alerté le Premier ministre, Édouard Philippe, tandis que le député Jean-François Dorel (LR), ancien président de l'Agglo, aborde une question à l'Assemblée nationale au ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, sur le plan de restructuration

est quand même que c'est lié à un manque de commandes pour l'entreprise et c'est très préoccupant. Hutchinson, c'est vraiment l'entreprise emblématique de l'agglomération ». Noté par le maire de Châlette, Franck Demamont, est aussi intervenu lors du conseil d'agglomération qui se tenait à Thoiry, et samedi, c'est son conseil municipal qui a voté une motion qui prévoit notamment de demander à la direc-

tion générale d'Hutchinson qu'elle engage une négociation avec les pouvoirs publics, les salariés et l'entreprise » et qu'elle « rende des comptes sur l'efficacité de l'usage des aides Bretonnes obtenues ».

« Je veux aussi solliciter un rendez-vous avec le PDG d'Hutchinson, que nous restructurons en partie délicate », annonce Franck Demamont, qui projette également de réunir une cellule de veille économique. Il y a quelques années, le Fonds d'État, au moment des plans sociaux chez Renault ou Renault. C'est un endroit où l'ensemble des représentants du personnel, les syndicats du personnel mais aussi la CAC, la Confédération française de travailleurs peuvent dialoguer. Une réunion est d'ores et déjà programmée.

Pour tous les acteurs politiques du territoire, il apparaît que l'entreprise est un pôle d'emplois emblématique aux savoir-faire reconnus, qu'il faut préserver, et l'avenir de l'État, qu'il devienne stratégique en matière d'économie y compris dans la relocalisation des industries. Hutchinson a tous les outils pour construire l'industrie de demain », dit le maire de Châlette.

EN CHIFFRES

23 Le nombre d'usines que possède le groupe Hutchinson en France